

Services d'intérêt général

Le 20 novembre, la Commission a publié une avalanche de textes concernant directement ou ayant un impact sur les services d'intérêt général :

Marché unique

- ◆ Une communication sur "un marché unique pour l'Europe du 21^{ème} siècle", accompagné par :
- ◆ une communication sur "les services d'intérêt général, y compris les services sociaux d'intérêt général : un engagement européen", accompagnée par i/ un document de travail de la Commission "sur les questions les plus fréquentes sur l'application des règles des marchés publics au SSIG" ii/ un document de travail de la Commission "sur les progrès accomplis depuis le Livre blanc de 2004 sur les services d'intérêt général" iii/ un document de travail de la Commission sur "les questions les plus fréquentes relatives à la décision du 28 novembre 2005 de la Commission sur l'application de l'article 86.2 du traité CE aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public accordées à certaines entreprises chargées de services d'intérêt économique général, et au cadre communautaire sur les aides d'Etat sous forme de compensation de service public" (ces trois documents uniquement en anglais)
- ◆ Une communication sur "les opportunités, l'accès et la solidarité pour une vision sociale du 21^{ème} siècle en Europe" (en anglais)
- ◆ Cinq documents de travail de la Commission sur i/ "des instruments adaptés à une politique modernisée du marché unique" ii/ "la dimension extérieure du réexamen du marché unique" iii/ "les initiatives dans le secteur des services financiers de détail" iv/ "les réalisations du marché unique" v/ "les résultats du premier examen sectoriel dans le cadre de la mise en oeuvre de la nouvelle méthodologie de surveillance du marché des produits et de suivi sectoriel" (tous ces documents en anglais uniquement à ce jour)

Pour accéder à l'ensemble des documents, il faut se connecter à deux liens :

http://ec.europa.eu/citizens_agenda/index_fr.htm

http://ec.europa.eu/citizens_agenda/single_market_review/index_en.htm

Directive services

Un "manuel relatif à la mise en oeuvre de la directive services", à l'intention des Etats membres qui ont jusqu'au 28 décembre 2009 pour transposer la directive en droit national. De plus de 80 pages, ce document qui est introduit par une "clause de non responsabilité" de la Commission européenne, donne une interprétation très restrictive de la directive services et, dans certains cas, à la limite de la cohérence avec le texte voté par le Parlement et le Conseil.

http://ec.europa.eu/internal_market/services/docs/services-dir/guides/handbook_fr.pdf

- ◆ **Télécoms** : Le 13 novembre, la Commission a adopté une proposition de réforme du marché des télécommunications. Elle porte, notamment, sur la réduction du nombre des marchés soumis à réglementation, la séparation des réseaux, la création d'une autorité européenne de régulation des télécoms, la gestion du spectre. Ces nouvelles règles doivent entrer en vigueur en 2010, après examen par le Parlement et le Conseil.

Services of general interest

On 20th November, the Commission released a series of documents that are directly related to or have an impact on services of general interest:

Single Market

- ◆ A communication on "a single market for the 21st Century Europe", accompanied by:
- ◆ a communication on "services of general interest, including social services of general interest: a European commitment", accompanied by i / a Commission's working paper "on frequently asked questions concerning the application of public procurement rules to SSGI ii / a Commission's working paper "on progress since the 2004 White Paper on services of general interest" iii / a Commission's working paper "on frequently asked questions in relation with Commission Decision of 28th November 2005 on the application of Article 86(2) of the EC Treaty to State aid in the form of public service compensation granted to certain undertakings entrusted with the operation of services of general economic interest, and of the Community Framework for State aid in the form of public service compensation" (these three documents are available in English only)
- ◆ A communication on "opportunities, access and solidarity towards a new social vision for the 21st century Europe "(in English)
- ◆ Commission's five working papers on i/ "appropriate instruments for a modernised single market policy" ii/ "the external dimension of the single market review" iii/ "initiatives in the area of retail financial services" iv / "the single market: review of achievements" v/ "Implementing the new methodology for product market and sector monitoring: Results of the first sector screening" (all these documents are still in English only).

Access to all the documents is possible through both the following links:

http://ec.europa.eu/citizens_agenda/index_en.htm

http://ec.europa.eu/citizens_agenda/single_market_review/index_en.htm

Services Directive

A handbook "on the implementation of the services directive" has been published to the attention of Member States, which are given until 28 December 2009 to transpose the directive into national law. This document, composed of more than 80 pages, which was brought in by a European Commission's "disclaimer", provides a very restrictive interpretation of the services directive and, in some cases, at the edge of coherence with the text voted by Parliament and the Council.

http://ec.europa.eu/internal_market/services/docs/services-dir/guides/handbook_en.pdf

- ◆ **Telecom**: On the 13th of November, the Commission adopted a proposal for the review of the telecommunications market. It focuses, in particular, on reducing the number of markets that are subject to regulation, the separation of networks, the creation of a European telecoms regulator and the spectrum management. These new rules should come into force in 2010, after examination by the Parliament and the Council.

Cour de justice

♦ **Transparence** : Dans un arrêt T-194/04, du 8 novembre dernier, le Tribunal de première instance dit que la protection de la vie privée et de l'intégrité des personnes ne justifie pas le refus de la Commission de dévoiler l'identité de tous les lobbyistes ayant participé à une réunion organisée dans le cadre d'une procédure en manquement.

L'affaire concerne l'accès au marché britannique de la bière par un importateur The Bavarian Lager Co. Ltd. Non seulement celui-ci n'avait pas été autorisé à participer à la réunion organisée, en octobre 1996, pour traiter de son affaire, mais dans le procès verbal de la réunion que la Commission a fini par lui transmettre en janvier 2004, celle-ci a occulté le nom de cinq participants excitant de la protection de données à caractère personnel. Le Tribunal estime que la Commission a tort, aussi bien sur la confidentialité du nom des personnes présentes qui s'exprimaient aux noms des entités qu'elles représentaient, que sur le fait que ce serait au demandeur de justifier sa demande d'accès aux documents. Il dit que "cette exigence serait contraire à l'objectif du règlement 1049/2001, à savoir l'accès aussi large que possible du public aux documents détenus par les institutions". C'est donc à la Commission de faire la preuve de l'atteinte à la vie privée que porterait la divulgation des noms.

On rapprochera cet arrêt des deux autres éléments de l'actualité en matière de transparence : la mise en place par la Commission d'un registre d'enregistrement facultatif des groupes de pression à partir de mai 2008 (voir bulletins 201/202, 215/216, 222) ; les avis du médiateur européen qui, dépourvus de poids politique, pèsent peu sur la Commission. En juillet dernier, celui-ci avait blâmé la Commission pour "mauvaise administration" dans une affaire semblable d'occultation de noms. Il attendait donc avec intérêt la décision du Tribunal.

♦ **Aides d'Etat, hôpitaux** : Dans un arrêt T-167/04, du 11 juillet dernier, le Tribunal de Première instance dit que dans la mesure où le système de soutien aux hôpitaux publics prévu par la réglementation allemande afin de maintenir des services de santé de qualité n'est pas disproportionné par rapport à son objectif, il ne constitue pas une aide d'Etat et la Commission a eu raison de ne pas ouvrir une enquête.

Une société allemande de droit privé, spécialisée dans la gestions de centres hospitaliers, avait déposé, en janvier 2003, une plainte auprès de la Commission dénonçant l'octroi d'aides, prétendument illégales, aux hôpitaux publics par les pouvoirs publics allemands. Sans réponse, elle a renouvelé sa plainte en janvier 2004. La Commission a justifié qu'elle n'ait pas répondu par le fait qu'elle attendait le jugement sur l'affaire Altmark Trans (voir bulletin 134/135), qui revêtait "une grande importance pour l'appréciation du financement public des hôpitaux" (70). Les compensations accordées par l'Etat allemand n'excédant pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts liés aux obligations de service public ainsi qu'un bénéfice raisonnable, l'Allemagne n'enfreint pas la législation sur les aides d'Etat et n'est donc pas soumise à l'obligation de notification préalable, comme l'a précisé la décision prise par la Commission le 28 Novembre 2005 (voir bulletin 178/179) à la suite de cet arrêt.

SIG : Signez la pétition de la CES

www.petitionpublicservice.eu

Court of Justice

♦ **Transparency**: In its ruling T-194/04, of November the 8th, the Court of First Instance said that individuals' privacy and integrity protection does not justify the Commission's refusal to disclose the identity of all lobbyists who participated in a meeting organised to examine and discuss an infringement procedure.

The case in question concerns the access to the British beer market by the importer, The Bavarian Lager Co. Ltd. Not only was the importer not been allowed to participate in the meeting that was held in October 1996, to discuss its case, but also, in the minutes of meeting that the Commission eventually transmitted to the company in January 2004, the Commission refused to disclose the names of five participants, invoking personal data protection. The Court considers that the Commission erred, both on the confidentiality of the names of the attendees, who spoke in the names of the bodies they represent, as well as on the fact that it would have been up to the applicant to justify the request for access to the documents. It ruled that, "such a requirement would be contrary to the objective of Regulation 1049/2001, namely, the greatest possible access to documents held by the institutions." It is therefore up to the Commission to establish the encroachment on privacy that the disclosure of the names would cause.

One could easily associate this judgment to two other current news items on transparency: the establishment by the Commission of the registry for voluntary registration of lobbyists starting from May 2008 (see bulletins 201/202, 215/216, 222), the European Ombudsman's decisions which, lacking in political clout, carry little weight before the Commission. In July 2007, the Ombudsman had accused the Commission of "maladministration" in a similar case of concealing names. He was, therefore, eagerly awaiting the Tribunal's decision.

♦ **State aid, hospitals**: In its judgment T-167/04 of 11th July 2007, the Court of First Instance ruled that, insofar as the support system to public hospitals, provided for in the German legislation, in order to maintain quality health services, is not disproportionate to its goal, it does not constitute State aid and, therefore, the Commission is right in not opening up an inquiry.

In January 2003 a German company, incorporated under private law and specialising in hospital management, lodged a complaint before the Commission denouncing the awarding, by the German government, of allegedly unlawful financial support to public hospitals. Having received no answer, it renewed its complaint in January 2004. The Commission justified its silence by arguing that it was awaiting the ruling on the Altmark Trans case (see bulletin 134/135), which was "of great bearing on assessing public funding of hospitals" (70). Since compensations granted by the German state do not exceed what is necessary to cover the costs associated with public service obligations, plus a reasonable profit, Germany does not violate legislation on State aid and, it is therefore not bound by the prior notification requirement, as was said in the decision by the Commission passed on 28th November, 2005 (see bulletin 178/179) following the above ruling.

SGI: Please sign the ETUC petition

www.petitionpublicservice.eu

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.